



Ould Kaddour défend ses choix

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4555 - Jeudi 16 août 2018 - Prix : 10 DA

Algérie Télécom

Des appels gratuits du fixe durant l'Aïd El Adha

Page 24

Pour renforcer les droits des mineurs

Vers une nouvelle carte des Centres de protection de l'enfant

Page 4

Idleb, tombeau des djihadistes ?

Par Mohamed Habili

On ne sait pas très bien de quoi ils ont convenu pour ce qui est d'Idleb, la dernière ville aux mains des rebelles, mais le ton général de leur conférence de presse conjointe, à l'issue de leurs entretiens à Ankara, ne laisse pas beaucoup de doute quant au fait que les deux ministres des Affaires étrangères turc et russe sont bel et bien parvenus à un accord sur cette question cruciale. Tant qu'il restait des batailles à mener ailleurs en Syrie, on savait que tôt ou tard elles se termineraient par un arrangement d'après lequel les forces rebelles cesseraient les combats, et en contrepartie elles auraient le droit de se retirer avec armes, bagages et familles, hormis toutefois les armes lourdes, à Idleb. Ces transferts successifs ont fait que maintenant Idleb renferme la plus grande concentration de rebelles qu'une ville syrienne ait abritée depuis le début du conflit. En elles-mêmes, ces forces ne sont pas de la même obédience. Elles présentent en particulier ce clivage apparu en leur sein depuis le début qui les départage en groupes terroristes et groupes non-terroristes, une convention qui a beaucoup servi aux deux camps en présence. Et qui va servir encore, puisqu'à Idleb se sont retrouvés aussi bien les premiers que les seconds. Le fait que dans l'attente du choc, beaucoup de ces factions se soient regroupées tout en se donnant de nouvelles dénominations (on dirait comme pour brouiller les pistes, du moins pour certaines, ainsi du Front Nosra et de Daech), n'y fera probablement rien.

Suite en page 3

Une plateforme sera signée en septembre

15 partis intègrent le front de soutien au président de la République



Ph.D. R.

En septembre, les partis favorables à la continuité, soutenant par conséquent la candidature du président de la République, procéderont à la signature d'une plateforme commune. Lire page 2

A quelques jours de l'Aïd El Kébir

Le spectre de la pénurie de lait refait surface

Page 4

Ligue des champions d'Afrique/ESS-TP Mazembé

L'Aigle Noir pour se relancer

Page 23

Une plateforme sera signée en septembre

15 partis intègrent le front de soutien au président de la République

■ En septembre, les partis favorables à la continuité, soutenant par conséquent la candidature du président de la République, procéderont à la signature d'une plateforme commune.



PND.R.

Par Malek M.

L'adhésion à la démarche initiée de son côté par le FLN qui, avec le RND, TAJ et ANR sont déjà rassemblés, est renforcée depuis hier par la constitution d'un groupe de partis au nombre de quinze qui rejoignent l'idée. Tout en réitérant leur solidarité en apportant leur soutien au président de la République pour «une continuité» devant parachever les grands chantiers de réformes ouverts par Abdelaziz Bouteflika ces dernières années, l'ANR, initiateur de ce regroupement de partis, dont la majorité sont de création récente, tente de rentabiliser ce potentiel pour soutenir la démarche et participer en tant que base électorale à prendre part au débat que ces partis veulent large, englobant tous les aspects politiques, économiques et de souveraineté.

Réunis ce matin au siège du parti ANR, onze partis politiques ont, dans une action commune,

réitéré leur soutien au président de la République pour «la continuité dans le cadre de la stabilité et des réformes», une initiative qui va rejoindre celle du FLN pour un front uni autour de la candidature du Président Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat. Cette initiative, initiée par l'ANR qui est resté «fidèle» au président de la République, se veut un engagement de la classe politique soucieuse de poursuivre le programme des réformes politiques et économiques et une continuation de la démarche entreprise sous son règne. Elle se décline en trois chapitres par lesquels les 15 donnent une dimension politique et constitutionnelle, économique et enfin démocratique devant consacrer l'Etat de droit.

C'est aussi une «réponse» à l'appel du message du président de la République, dira le chef de file de l'ANR, B. Sahli, ayant trait aux grandes batailles qu'il faudra mener pour renforcer la souve-

raineté et la stabilité du pays, le confortement de la démocratie et l'Etat de droit et enfin le défi ou la bataille engagée pour le développement économique.

L'autre dimension que ces «petits» partis ils veulent inscrire en marge de cette initiative a trait à leur engagement, en tant qu'acteurs politiques, à initier et «participer à la dynamique du débat politique» à la veille de cette échéance électorale importante de 2019, comme soutenu par le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR). Un débat que ces partis, représentant près de 1 500 millions de voix électorales ayant donné 25 élus dans le Parlement et 2 700 élus au niveau local en tant que potentiel qu'ils comptent exploiter en commun pour s'investir, comme base «notamment au niveau des institutions élues locales», dans cette élection pour la magistrature suprême et aussi en tant que partis, se trouvant souvent quelque peu écartés des grands débats de

par leur jeune âge. Ils veulent par conséquent transcender ce handicap en ouvrant aussi le débat devant «donner un sens à cette continuité», comme soutenu par Belkacem Sahli en demandant le parachèvement des réformes politiques dont le confortement de la Constitution par la révision de la loi sur les partis, afin que ceux parmi eux de création naissante puissent investir les institutions élues de façon conséquente. Sur le volet économique, les 15 ont aussi des propositions à faire inscrire dans ce débat, dans le souci de participer à l'élaboration d'une stratégie nationale de développement et diversification des richesses du pays. «Les défis de l'éducation, de la pertinence de la société civile et des libertés dont celles de la presse et de la référence religieuse», sont autant de thèmes que le groupe compte inclure dans le débat préconisé, a soutenu le premier responsable de l'ANR. «Que peut-on faire pour l'étape à venir ?», s'est

interrogée Chalabia Mahdjoubi qui en prenant la parole la première, lors de la conférence de presse organisée à cet effet, a axé son intervention sur les vertus de la concertation et du dialogue entre les partis politiques afin de «s'écouter» et débattre de questions intéressantes l'avenir du pays et pouvoir ensuite sortir avec «un minimum de consensus» devant contribuer à aider à la résorption de la crise, la réduction du chômage, et la précarité sociale. C'est pour elle, «une opportunité» que les partis doivent saisir pour débattre des grandes questions et s'investir en tant que politiques «pour trouver des solutions de sortie de crise», a-t-elle soutenu.

Chalabia Mahdjoubi qui a réitéré devant l'assistance le soutien traditionnel et inconditionnel de son parti au président de la République, a estimé qu'il est «du devoir de tout parti politique de s'impliquer dans la vie politique du pays».

M. M.

Célébration de la date anniversaire du 20 août 1955

Oueld Abbas va honorer la famille de Zirout youcef

Le FLN va célébrer la commémoration, cette année, de la date anniversaire des massacres du 20 août 1955 et le congrès de la Soummam à Constantine et Béjaïa, où il se rendra demain et après-demain.

Le secrétaire général du Front de libération nationale, Djamel Oueld Abbas, qui sera accompagné des membres du bureau

politique du parti, présidera une cérémonie commémorative dont la date a été avancée en raison de l'Aïd. Après Béjaïa, où il rendra les hommages aux militants de la première heure ayant tenu le congrès de la Soummam et en particulier à la famille de Ramdane Abane, architecte du congrès de la Soummam. Il se rendra ensuite à Constantine où

il va honorer la famille du chahid Zirout Youcef qui a dirigé la résistance populaire dans le Nord-Constantinois. Né le 18 février 1921 dans le village de Smendou, tout près de la ville de Skikda, il est tombé au champ d'honneur à Sidi Mezghiche le 25 septembre 1956 dans un accrochage avec l'armée française.

A. S.



Restructuration de l'équipe dirigeante de Sonatrach

Ould Kaddour défend ses choix

■ Suite à la spéculation sur la nouvelle équipe dirigeante à la tête de Sonatrach, le président-directeur général du groupe, Abdelmoumen Ould Kaddour, qui s'est rendu hier dans la wilaya de Annaba, a tenu à tirer au clair ce changement au sein de la plus grande compagnie pétrolière, afin de lever toute ambiguïté.



Ph/E. Soraya/Al. A.

Par Louisa Ait Ramdane

Selon les informations révélées par certains médias, le P-DG de Sonatrach aurait recruté des cadres proches à lui, au sein de Sonatrach. Ce que Ould Kaddour réfute catégoriquement. Une rumeur à laquelle il tient à mettre fin en rassurant que «les nouveaux postes de responsabilité sont occupés par des cadres de Sonatrach». «Depuis que je suis à Sonatrach, je travaille et continue à travailler avec les gens de cette entreprise. Je ne cherche pas à les remplacer», tient-il à rassurer, ajoutant : «Je n'ai jamais ramené quelqu'un de l'extérieur à Sonatrach». Pour le P-DG de Sonatrach, «il est primordial de redonner de l'espoir et la possibilité pour travailler à ces gens-là». Abdelmoumen Ould Kaddour a déclaré qu'avant son installation à la tête de Sonatrach, l'organisation au sein de cette même entreprise était «nulle». Il cite, à titre d'exemple, le volet finances. «Il est anormal que la finance qui gère des milliards de dollars reste une direction exécutive. Ça n'a aucun sens», a-t-il commenté. «Comment une entreprise de cette envergure se retrouve avec une organisation composée de deux vice-présidents et deux directeurs généraux uniquement ?», s'est-il interrogé, précisant dans ce sens qu'«on ne pouvait pas continuer avec cette organisation minimaliste propre aux petites entreprises». «C'est à ce titre que le Groupe pétrolier Sonatrach a réuni une nouvelle équipe dirigeante composée de huit vice-présidences. Les nominations doivent encore être validées par un décret présidentiel, mais les dirigeants ont déjà commencé à travailler», précise Ould Kaddour. Ainsi, il a été procédé à

la séparation de la branche liquéfaction, du raffinage et de pétrochimie avec chacune une vice-présidence. Il s'agit aussi de vice-présidence pour les transports, pour la commerciale, la stratégie, le business développement et les finances. Si les emplois à Sonatrach sont nombreux et recherchés, le Groupe trouve quand même des difficultés à avancer. «Nous avons perdu des milliers de personnes expérimentées et talentueuses, principalement à cause des histoires de corruption en 2010 qui ont entaché la réputation de cette entreprise, où les gens n'avaient aucun courage de signer quoi que ce soit par peur que cela ne se retourne contre eux», déclare Ould Kaddour. 16 000 cadres ont déserté Sonatrach durant cette période, tient-il à rappeler.

A ce propos et lors de la présentation de la stratégie de Sonatrach à l'horizon 2030, (SH2030), le P-DG du Groupe a souligné que «la révision de la loi sur les hydrocarbures est plus qu'une nécessité», expliquant qu'«une nouvelle loi qui protégera nos intérêts, ceux du Groupe et du pays, s'impose comme un impératif». Ould Kaddour indiquera, par ailleurs, que ce développement s'appuie, principalement, sur «la capitalisation de ses potentialités humaines et le capital expérience acquis, mais qui, pour ce faire, nécessite une réforme sérieuse des ressources humaines du Groupe». Sonatrach procédera au lancement d'un programme de formation «200 Top jeunes», a indiqué, dans ce contexte, Ould Kaddour, précisant que «c'est un programme qui est destiné à former des jeunes aux cultures managériales pour les préparer à devenir des futurs dirigeants de cette entreprise. Car pour être maintenue, la

rentabilité doit être accompagnée d'une nécessaire formation».

Interrogé sur la raffinerie de Sidi Rzine d'Alger, le P-DG de Sonatrach fait savoir qu'à partir du début de l'année prochaine l'unité rentrera en production. Il reconnaît, par ailleurs, des pertes de temps et d'argent dans sa réhabilitation à cause d'une mauvaise gestion. «Retapée alors qu'elle était dans un état lamentable n'est pas une bonne solution», indique-t-il. Pour lui, construire une nouvelle raffinerie coûterait moins à l'entreprise.

L'Algérie signe des contrats d'approvisionnement en gaz avec l'Espagne et l'italien Eni

L'Algérie a signé un accord de neuf ans pour fournir à l'Espagne neuf milliards de mètres cubes de gaz par an, déclare Abdelmoumen Ould Kaddour. L'Algérie a également signé un accord pour fournir à l'italien Eni 3 milliards de mètres cubes de gaz par an, a indiqué Ould Kaddour, sans donner de délai pour cet accord.

Un projet intégré de 5,3 milliards de dollars

L'objet de la visite de Ould Kaddour à la wilaya de Annaba est l'inspection des deux complexes spécialisés dans la production de fertilisants, dont Asmidal, une filiale de Sonatrach, et Fertil, un complexe en partenariat algérien et espagnol dont Asmidal détient 34%, Fertil 49% et 17% sont détenus par l'ETRHB. Le P-DG a insisté, lors cette escale, sur la transformation, un axe stratégique de Sonatrach. D'où le pro-

jet intégré de la transformation d'une enveloppe financière de 5 milliards de dollars. Le projet aura, selon le P-DG de Sonatrach, un impact indéniable sur les populations des régions concernées par cet investissement qui permettra au pays de ne plus exporter ces produits bruts et les transformer localement. Ould Kaddour précise que le marché des engrais est un marché attractif pouvant offrir des produits à forte valeur ajoutée. «La transformation est une activité rémunérante qui va ramener plus de bénéfices», indique-t-il. Pour y arriver, l'Algérie est en négociation avec un partenaire étranger pour la réalisation de ce projet intégré qui va de la mine jusqu'au port de Annaba en passant par plusieurs wilayas, dont Souk Ahras et Skikda. La capacité de production du projet intégré va répondre à la demande du marché national en engrais et les excédents seront exportés vers le marché international.

L'Algérie disposant d'avantages comparatifs, notamment en matière de ressources naturelles (phosphates et gaz naturel) et de positionnement géographique, a une opportunité de pouvoir valoriser ses réserves en phosphates et en gaz naturel à travers la création, à très grande échelle, d'une industrie de transformation structurante et compétitive. Le projet intégré a pour objectif l'exploitation et l'enrichissement des phosphates du gisement de Bled El Hadba - Bir El Ater, dans la wilaya de Tébessa, la transformation des phosphates pour la production d'acide phosphorique à Oued Kébérît, à Souk Ahras, la production d'acide fluorhydrique anhydre (AHF) et de dioxyde de silicium (SiO₂) à Oued Kébérît, dans la même wilaya. Il s'agit également de la transformation du gaz naturel pour la production d'Ammoniac, de TAN, de CAN et des engrais phosphatés DAP/MAP/NP/NPK à Hadjar Soud, dans la wilaya de Skikda.

Selon les éléments des différents business plans, le projet permettra des exports annuels d'engrais de l'ordre de 1 900 millions de dollars par an. Face à ces recettes en devises, il y aura des importations pour 200 millions de dollars environ (principalement du soufre) et un coût d'opportunité de l'ordre de 200 millions de dollars sur le GN, différence entre le prix de cession au projet et un prix d'export vers l'Europe. Le gain net récurrent pour la balance des changes algérienne sera donc de l'ordre de 1,5 milliard de dollars par an pour un investissement (hors projets connexes) de l'ordre de 5,3 milliards de dollars. Parmi les projets annexes à ce projet, la création d'un quai minéralier dédié au projet intégré qui assurera un mouvement de flux de

LA QUESTION DU JOUR

Idleb, tombeau des djihadistes ?

Suite de la page une

Pour Damas et ses alliés, on ne change pas de nature en prenant un nouveau nom et en se fondant dans une nouvelle structure. Or pour le camp opposé non plus, cela ne change pas grand-chose. Si ailleurs qu'à Idleb il fallait compter avec plusieurs protagonistes internationaux, à Idleb il ne reste plus qu'un seul acteur en face de la coalition pro-régime : la Turquie, qui déjà elle-même a la particularité au cours de cette dernière phase d'avoir un pied ici et un pied là. En vérité, c'est que depuis que ses relations se sont détériorées avec les Etats-Unis, elle appartient désormais bien plus au camp pro-Damas qu'à son opposé. Dans ces conditions, le seul accord qui soit possible entre la Russie et la Turquie, c'est de faire à Idleb ce qui a été convenu ailleurs, avec un succès pour le moins mitigé : attaquer sans rémission les groupes réputés terroristes et dans le même temps voir comment obtenir la reddition de ceux qui ne le sont pas. C'est probablement à faire le départ entre les deux que vont servir les 12 postes d'observation mis en place par l'armée turque dans les parages. Comme personne n'a envie que ce qui reste d'Al-Qaïda et de Daech, qui tout de même se compte encore en milliers, passe chez lui, et moins encore la Turquie, qui se sait être la destination préférée, cet accord bénéficie de l'aval tacite de tout le monde. Russes et Turcs ont dû s'entendre pour en liquider le plus grand nombre possible, et pour épargner les autres, dans la mesure du possible, c'est-à-dire pour autant qu'eux-mêmes aient pris soin de se mettre suffisamment à l'écart des premiers. On voit mal de quoi sinon ils ont pu convenir. Si à Idleb ne s'étaient repliés que les groupes non taxés de terroristes par les acteurs autres que Damas et ses alliés, un autre accord aurait pu être possible. Mais comme tous ces groupes font tout ce qu'ils peuvent pour qu'on ne puisse pas les distinguer dans le feu des combats, le seul choix qui reste est celui qui finalement a été retenu, à ce qu'il semble en tout cas. En apparence par les seuls Russes et Turcs, en réalité par tout le monde. Parce que tout le monde a intérêt à ce qu'Idleb soit la station finale des djihadistes. Une occasion s'en présente que personne n'a envie de rater.

M. H.

l'ordre de 7 millions de tonnes par an et le lancement du projet de dédoublement de la ligne minière Est pour répondre aux besoins du projet intégré pour le transport des matières premières et des produits finis.

L. A. R.

Pour renforcer les droits des mineurs

Vers une nouvelle carte des Centres de protection de l'enfant

■ La situation des enfants dans notre pays a connu un ensemble de changements quantitatifs et qualitatifs au cours des dernières années qui s'inscrivent dans un nouvel esprit. Mais toutes ces avancées sont annihilées par le taux d'agressions, d'affaires de rapt et de déperdition scolaire.

Par Meriem Benchaouia

A cet égard, les autorités algériennes déploient des efforts coordonnés et soutenus pour promouvoir et assurer la défense et la promotion des droits de l'enfant, mais les différentes formes de violence à l'encontre des enfants sont encore très répandues et malgré les nombreux efforts un long chemin reste à faire en matière de protection. Il n'y a pas de secret, le chemin est d'emblée tracé. Vulnérables, exploités, ils font l'objet de mauvais traitements physiques et psychologiques, voire de sévices sexuels. Ils sont la cible d'adultes employeurs sans vergogne. Rares sont ceux qui s'en sortent. Les associations font un travail extraordinaire pour les réintégrer dans la société. Mais le résultat n'est pas toujours probant. D'un autre côté, la situation des enfants avec des besoins spécifiques n'est guère réjouissante. Les parents sont souvent livrés à eux-mêmes, faute de structure adaptées à ces enfants. A cause du manque de moyens, ces enfants ne sont pas scolarisés, ils sont exclus de la société. Petits, ils n'ont pas droit au savoir, grands, ils n'ont pas droit à l'emploi. Dépendant des parents, ils se retrouvent souvent dans une situation de précarité. A cet effet, le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme s'attelle à l'élaboration d'un projet de la nouvelle carte nationale du réseau des établissements de protection de l'enfance, dans le cadre de la stratégie nationale de protection et de promotion de l'enfance 2018-2022, a-t-on appris auprès du ministère. Selon le sous-directeur de la



PND.R.

protection et de la promotion de l'enfance au ministère, Hocine Abdelhakim, le projet de ladite carte, actuellement en cours d'élaboration, englobant les Centres de protection de l'enfance et les établissements des enfants en détresse, vise «le redéploiement de ces centres relevant du secteur de la Solidarité nationale à travers les pôles régionaux de manière à améliorer la qualité de leurs services et à les rapprocher davantage du milieu familial de l'enfant, outre une exploitation optimale des moyens offerts». Le responsable a déclaré que cette nouvelle carte visait également «à adapter ces centres aux normes pédagogiques internationales pour davantage d'efficacité dans les services prodigués à l'enfant

et dans l'accomplissement de leur rôle, en tant qu'espaces d'éducation, d'enseignement, de formation, de protection et de réinsertion familiale d'une certaine catégorie d'enfants, à l'instar des enfants en danger ou délinquants». Dans le cadre de l'élaboration des projets des décrets exécutifs de la loi 15-12 du 15 juillet 2015 relative à la protection de l'enfance, l'intervenant a annoncé «la finalisation de l'élaboration du projet du décret exécutif portant organisation et fonctionnement des Centres de protection de l'enfance sous leur nouvelle forme, dont les Centres spécialisés dans la protection des enfants délinquants (centres de rééducation actuellement), les Centres de protection des enfants en danger et les Centres

polyvalents de sauvegarde de la jeunesse (CPSJ)». Il a été procédé également à l'achèvement de l'élaboration d'un autre projet de décret exécutif relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Services éducatifs en milieu ouvert (SEMO), dans leur nouvelle configuration, soit un service dans chaque direction de wilaya de l'action sociale, chargé du suivi de la situation de l'enfant, a-t-il ajouté. Le responsable a indiqué que ce décret accorderait «davantage de prérogatives aux SEMO pour assurer une protection sociale à la catégorie des enfants au niveau local, conformément aux dispositions de la loi relative à la protection de l'enfant». Par ailleurs, M. Hocine a révélé que le plan national de lutte contre

l'utilisation des enfants dans la mendicité entrera en vigueur dès la prochaine rentrée sociale, et ce, en coordination avec les secteurs ministériels, les instances nationales concernées et la société civile. Des commissions de wilaya de veille et de suivi seront mises en place au niveau local dans le cadre de ce plan, a révélé M. Hocine qui a préconisé la signalisation des cas de maltraitance d'enfants, la prise en charge, psychologique et institutionnelle, des enfants victimes d'exploitation dans la mendicité, ainsi que le soutien et l'accompagnement des familles précaires ou en situation sociale difficile, outre l'élaboration de rapports annuels sur la situation des enfants.

M. B.

A quelques jours de l'Aïd El Kébir

Le spectre de la pénurie de lait refait surface

Depuis le début de l'été et même avant, à 8h du matin de longues files d'attente se forment devant les épiceries de la capitale, chanceuses de recevoir du lait en sachet. A 10h c'est déjà fini, il n'y a plus de lait, plus de file d'attente, juste certains retardataires qui se demandent où est passé le lait. A quelques jours de l'Aïd El Adha, trouver un sachet de lait au niveau des alimentations générales encore ouvertes est devenu presque impossible dans certaines communes de la capitale, dont Ain Benian, Bouzaréah, Zeralda, Staoueli, Kouba ... Un véritable casse-tête pour les citoyens, confrontés à nouveau au problème de distribution de ce produit. Depuis une semaine, chaque matin de

longues files d'attente se forment devant les rares épiceries approvisionnées par les laiteries. Malheureusement, ces «rares épiceries» profitent de la pénurie pour gonfler le prix du sachet de lait. Les citoyens sont contrariés mais obligés de subir. En effet, à Zeralda, les vendeurs de cet produit de première nécessité très consommé par les Algériens, se vend à 50 DA au lieu de 25 DA le sachet, avons-nous constaté. Cette situation ne date pas d'hier. Depuis déjà plus de deux mois, les Algériens ont l'impression d'être revenus trente ans en arrière, à cause des longues files d'attente pour espérer avoir un... sachet de lait. Eh oui, à quelques jours de l'Aïd au lieu d'aller travailler, le citoyen est

encore obligé de passer sa journée à monter une stratégie pour pouvoir ramener du lait à ses enfants. Les femmes aussi se mettent à la quête de ce produit. À défaut de lait en sachet, certains pères de famille se rabattent sur le lait en poudre ou bien le lait en brik, lequel, faut-il le souligner, coûte les yeux de la tête. A ce propos, un père de famille nous explique que cette pénurie de lait en sachet devient de plus en plus lourde à supporter et qu'il est obligé d'opter pour le lait en poudre qui coûte cher aussi et n'est pas du goût de tout le monde. «La plupart des épiceries de notre quartier enregistrent, depuis quelques jours, un manque de lait en sachet», dira Ali, ajoutant : «Je suis donc

obligé d'acheter du lait en poudre, bien que mes enfants ne l'aiment pas. Mais bon, il n'y a pas d'autres solutions». Une maman de trois enfants nous a affirmé que chaque jour, elle et son mari sont obligés de passer par les longues files pour enfin acheter deux sachets de lait car l'épicier de leur quartier a limité le nombre à un sachet par personne. Mais selon elle, l'épicier triche et donne à ses fidèles clients plus de deux sachets de lait ce qui, à chaque fois, crée un certain malaise entre ces derniers et les clients occasionnels. Idem pour un autre père de famille croisé au marché de Zeralda qui nous a déclaré : «Je fais la chaîne pour acheter du lait et parfois il est quasiment introuvable.

Et quand il est disponible, il se vend "sous le manteau" et à petites quantités». Ces citoyens que nous avons rencontrés souhaitent que le lait en sachet soit disponible quotidiennement chez les épiceries spécialisés et au prix fixé par l'État sans aucune hausse décidée sur un coup de tête des épicier. Même cas à Ain Benian, Alger-Centre, Kouba, Staoueli, et plusieurs communes encore où le sujet du lait revient dans toutes les discussions. La première question que se posent les hommes en se croisant le matin est : «Y a-t-il du lait chez l'épicier ? S'il n'y en a pas, où allons-nous en trouver ?». C'est une angoisse quotidienne que doivent subir les citoyens.

Thinahine Khouchi

Pétrole

Le Brent à 71,59 dollars en cours d'échanges à Londres

■ Les cours du pétrole étaient orientés à la baisse hier en cours d'échanges européens, après la hausse surprise des stocks américains, selon la fédération professionnelle API, et alors que la vigueur du dollar pénalise les acheteurs utilisant d'autres devises.



PH. > D. R.

Par Assia D.

A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 71,59

dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 87 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange

(Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour septembre perdait 95 cents à 66,09 dollars. «Les prix du brut ont reculé alors que l'humeur est devenue baissière après

une hausse inattendue des réserves américaines», ont expliqué des analystes, citant l'API qui a fait état d'une augmentation des stocks de 3,66 millions de barils. Hier, les investisseurs s'intéressaient aux chiffres officiels de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), pour la semaine close au 10 août, considérés comme plus fiables que ceux de la fédération professionnelle de l'American petroleum institute (API). Les analystes tablent sur une baisse de 2,5 millions de barils des réserves de brut, de 250 000 barils des réserves d'essence et d'une hausse d'un million de barils des réserves d'autres produits distillés (diesel et fioul de chauffage), selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg. Alors que depuis plusieurs semaines le marché hésite sur la direction à prendre, tiraillé entre un assombrissement des perspectives économiques mondiales et une future baisse de l'offre, provoquée par le retour des sanctions américaines sur l'Iran, la récente morosité des prix s'explique également par «un dollar plein d'entrain», selon un analyste. «Le billet

vert a accru sa progression et touché un plus haut depuis 13 mois face à un panier de monnaies constitué des principales devises», a-t-il expliqué. Ces derniers jours, avec la crise de la livre turque, de nombreuses monnaies émergentes, ainsi que l'euro, ont chuté face au dollar. L'or noir étant libellé en billet vert, un renchérissement de celui-ci accroît le coût du pétrole pour les acheteurs utilisant d'autres devises.

A. D./Agences

Chine Les prix des produits agricoles poursuivent leur augmentation

LES PRIX des produits agricoles en Chine ont continué d'augmenter au cours de la semaine qui a pris fin le 12 août, avec une hausse des coûts pour 30 types de produit, a annoncé hier le ministère chinois du Commerce. L'indice des prix des produits agricoles a augmenté de 0,8% la semaine dernière, contre une hausse de 0,2% au cours de la semaine précédente, tandis que l'indice des matériaux de production a grimpé de 0,8%. Le prix de gros moyen de 30 types de produit a augmenté de 1,3%, contre une baisse de 0,8% enregistrée la semaine précédente. Les aliments comptent pour environ un tiers dans le calcul de l'indice des prix à la consommation. L'indice des prix à la consommation de la Chine, principal instrument de mesure de l'inflation, s'est élevé de 2,1% en glissement annuel en juillet, contre 1,9% en juin, selon le Bureau d'Etat des statistiques. R. G.

Etats-Unis La productivité accélère au 2^e trimestre 2018

LA PRODUCTIVITÉ aux Etats-Unis a avancé plus vite que ne l'estimaient les analystes au 2^e trimestre 2018 pour atteindre son rythme le plus fort en plus de trois ans, selon une première estimation du département du Travail publiée hier. D'avril à juin, la productivité a progressé de 2,9% alors que la production a gagné 4,8% tandis que les heures travaillées ont progressé de 1,9%. Les prévisions médianes des analystes étaient une progression de 0,2%.

R. E.

Changes

L'euro continue de baisser face au dollar

L'euro touchait hier un nouveau plus bas depuis 13 mois face au dollar, tandis que la livre turque reprenait quelques couleurs, malgré l'aggravation des tensions avec les Etats-Unis. En fin de matinée, la monnaie unique européenne s'échangeait à 1,1324 dollar, après avoir touché une heure plus tôt un nouveau plus bas depuis 13 mois à 1,1316 dollar. Mardi soir, la monnaie unique valait 1,1344 dollar. La devise européenne se stabilisait face au yen à 126,06 yens contre 126,10 yens mardi soir. Le dollar, lui, montait face au yen à

111,32 yens, contre 111,15 yens mardi. Hier matin, la devise turque se redressait face au dollar, gagnant environ 3,20% en matinée. Une tendance qui s'est poursuivie avec un nouveau plancher touché en matinée. Le ministre des Finances turc, Berat Albayrak, qui est le gendre de M. Erdogan, a affirmé mardi qu'Ankara continuerait de «protéger la livre». Hier, Ankara a fortement augmenté les droits de douane de plusieurs produits américains. Parmi les produits visés par cette forte hausse figurent les véhicules de tourisme,

dont les tarifs douaniers s'élevaient désormais à 120%, certaines boissons alcoolisées (140%), le tabac (60%) ou encore le riz et certains produits cosmétiques. La veille, l'euro avait été bousculé par des données mitigées pour le bloc de la monnaie unique. La production industrielle dans les pays de la zone euro y a ainsi baissé de 0,7% en juin après une hausse de 1,4% en mai alors que les analystes tablaient sur -0,4%. En revanche, la croissance économique pour le deuxième trimestre a été révisée à la hausse à 0,4% contre 0,3% précédem-

ment. La livre britannique, de son côté, a touché un nouveau plus bas depuis juin 2017 face au dollar à 1,2692 dollar, quelques heures avant les chiffres de l'inflation. Selon l'Office des statistiques nationales, la hausse des prix a accéléré en juillet à 2,5% sur un an, après 2,4% en juin. C'est la première fois que l'inflation s'accélère depuis le mois de novembre. En matinée, la monnaie chinoise est tombée à 6,9137 yuans pour un dollar, son plus bas niveau depuis mars 2017, contre 6,8843 yuans mardi après-midi. Faiza O.

Royaume-Uni

Hausse de l'inflation en juillet, une première depuis novembre

L'inflation au Royaume-Uni s'est légèrement accélérée à 2,5% en juillet sur un an, après 2,4% en juin, a annoncé hier l'Office des statistiques nationales (ONS) qui a mis en avant une hausse des prix des billets d'avion et de train ainsi que des jeux vidéo. C'est la première fois que l'inflation s'accélère depuis le mois de novembre, lorsqu'elle avait atteint un pic à 3,1%, qui nuisait dangereusement au pouvoir d'achat des ménages. Le niveau de la hausse des prix s'était quelque peu assagi depuis, tout en restant plus élevé que l'objectif de 2,0% fixé par la Banque d'Angleterre. L'estimation de l'ONS est conforme aux attentes des écono-

mistes interrogés par l'agence Bloomberg. En juillet, les prix ont été notamment tirés vers le haut par une forte montée des coûts des jeux vidéo, souvent soumis à d'importantes fluctuations d'un mois sur l'autre. Les prix des jeux vidéo, jouets et passe-temps ont augmenté de 3,5% en juillet sur un an, alors qu'ils avaient diminué en juin. L'inflation a aussi été dopée par l'accélération des prix de l'essence (+12,4%), soutenus par des cours du pétrole relativement vigoureux. Ces derniers ont aussi contribué à élever les prix des billets d'avion (+4,2%), tandis que les tarifs ferroviaires ont aussi grimpé (+4,4%). Les usagers des trains ont d'ailleurs

pu prendre connaissance hier de la valeur du Retail Price Index (RPI), un indicateur distinct du Consumer Price Index (CPI) qui constitue le principal baromètre de l'inflation. En juillet, ce RPI a atteint 3,2% sur un an, ce qui signifie que les prix des billets et des abonnements ferroviaires pour les transports régulés vont augmenter d'autant l'an prochain - à la fureur des associations d'usagers qui dénoncent les retards et inforts subis au quotidien par les voyageurs de nombreuses lignes britanniques. Au-delà, «ces données montrent que le coût de la vie augmente de nouveau plus vite que les salaires», a expliqué un économiste. L'inflation avait décollé

l'an passé, dopée par la dégringolade de la livre sterling consécutive à la décision des Britanniques de voter pour le Brexit lors du référendum du 23 juin 2016. Cette forte montée des prix, un temps au-delà de 3% d'une année sur l'autre, avait réduit le pouvoir d'achat mais les salaires étaient parvenus ensuite à dépasser une inflation un peu moins vigoureuse en ce début d'année. Ces indicateurs sont suivis de près car ils déterminent en partie la consommation, à un moment où la croissance britannique confrontée aux incertitudes du Brexit a d'autant plus besoin de vigoureuses dépenses des ménages.

N. T./APS

Eradication des chalets

Démolition de plus de 140 habitations dans la commune d'Ilizi

■ Un total de 146 chalets ont été démolis dans la commune d'Ilizi, dans le cadre de l'éradication totale de ce type d'habitation dans cette wilaya, a-t-on appris hier des responsables de la daïra d'Ilizi.

Par Hocine A.

Cette opération a été lancée en début de cette année au niveau de cette collectivité locale, dans le cadre de l'exécution du programme national de l'éradication de ce type d'habitation à travers le territoire national, et en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, lors de sa dernière visite dans la région, a indiqué le chef de daïra de Ilizi. Les locataires de ces habitations ont été relogés dans de nouveaux logements de type public locatif (LPL), a ajouté le responsable. Les chalets restants, au nombre de 28 unités, seront également éradiqués dans les prochaines semaines et leurs propriétaires seront relogés dans de nouveaux logements sociaux, au titre d'une opération prévue le début du mois de septembre prochain, selon la même source. Il est prévu également la démolition d'une manière graduelle des



sièges et structures publics du même type de constructions préfabriquées existants à travers cette commune, a-t-on signalé. Des moyens matériels et humains ont été mobilisés par

les services de la commune d'Ilizi pour assurer le bon déroulement de cette opération, a fait savoir, de son côté, le vice-président de l'APC, Azargaf Brahim. L'assiette foncière récupérée

sera destinée pour la réalisation de nouveaux services, susceptibles de contribuer à l'amélioration du cadre de vie de la population locale. Plus de 1 033 habitations et structures préfabri-

quées recensées à travers les communes de la wilaya d'Ilizi seront touchées par l'opération de démolition.

H. A./APS

Mila

Une journée de sensibilisation pour un Aïd El Adha sain et joyeux

Une rencontre de sensibilisation sur les maladies susceptibles d'affecter les moutons et leur danger sur la santé humaine a été organisée mardi au centre culturel islamique de la wilaya de Mila par l'association locale des médecins vétérinaires «El Hikma» sous le slogan «Pour un Aïd El Adha sain et joyeux». Au cours de cette rencontre, les intervenants sont unanimes à souligner que la prévention demeure «la solution la plus appropriée» pour éviter tout genre de pathologie animale qui peut se répercuter sur la santé de l'homme, mettant en avant l'importance d'acquiescer le mouton du sacrifice depuis les points de vente contrôlés par la Direction des services agricoles (DSA) et «de bien vérifier la carcasse du mouton pendant et après l'abattage». Le médecin vétérinaire Zineb Zouaghi, affirmant que le kyste hydatique pourrait affecter plusieurs organes du mouton, relève la nécessité de «se débarrasser de tous les organes affectés afin d'éviter les risques de contamination».

La représentante de la Direction des services agricoles (DSA), le médecin vétérinaire Naima Louati, incombe, pour sa part, la cause de putréfaction de la viande du mouton, phénomène observé au cours des dernières fêtes du sacrifice, à «l'absence de conditions appropriées pendant et après le sacrifice», notamment, soutient-elle, «la température et le taux d'humidité élevés, le non-respect des normes d'hygiène des outils employés dans la chaîne de froid pour la conservation de la viande». La même responsable conseille les citoyens de préparer le mouton au sacrifice en s'abstenant de le nourrir 12 heures avant l'immolation, avec la possibilité de l'abreuver, avant de mettre l'accent sur la nécessité d'éviscérer l'ovine dès son dépouillement et de ne pas exposer la viande aux rayons de soleil ou à la poussière. Au cours de son intervention, le médecin vétérinaire Ali Hamri a insisté sur l'impératif de se débarrasser du kyste hydatique conformément aux recommandations

d'usage, à savoir l'incinération, dans un trou profond, de la partie infectée, puis couvrir l'endroit de plâtre et de terre afin d'empêcher particulièrement les chiens de l'atteindre. Lors de son intervention intitulée «l'impact de l'infection du mouton de l'Aïd sur la santé humaine», le président de l'Union des médecins algériens dans l'Est du pays, D'Khaled Said, met en garde contre les maladies susceptibles d'affecter le mouton destiné au sacrifice, évoquant, entre autres, la tuberculose. Khaled Said insiste également sur la nécessité de lutter contre les chiens errants et de contrôler les chiens domestiques «qui représentent l'un des facteurs de la transmission de certaines maladies». Pour sa part, le directeur des services agricoles (DSA), Messaoud Bendridi, affirme que tous les médecins vétérinaires du secteur public «seront mobilisés durant les deux jours de l'Aïd El Adha en vue d'assurer le contrôle de la qualité des moutons».

S. H.

Tamanrasset Démantèlement d'un réseau criminel et saisie de 29 600 comprimés psychotropes

LES SERVICES de la Sûreté de la wilaya de Tamanrasset, avec l'appui des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), ont procédé récemment à l'arrestation de deux individus (19 et 23 ans) impliqués dans le trafic de psychotropes et à la saisie de 29 600 comprimés de cette substance, a-t-on appris auprès de ce corps constitué. Cette importante quantité a été découverte dans une maison située au quartier Sersouf, à Tamanrasset, suite à l'exploitation d'informations parvenues aux services de police, a-t-on indiqué de même source. Les deux prévenus ont été présentés devant les instances judiciaires avant d'être écroués, a-t-on précisé.

R. R.

Tizi-Ouzou

Baisse sensible des feux de forêt

Une sensible baisse des feux de forêt, en comparaison avec l'année 2017, a été enregistrée durant les mois de juin et juillet derniers au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris auprès de la Protection civile. Ainsi, au mois de juin dernier, seulement 2 incendies ont été enregistrés, dont un 1 feu de broussaille qui a ravagé 2,5 ha dans la commune d'Irdjen et un feu de blé sur pied qui a endommagé 3 ha de récolte à Draa El Mizan. Durant la même période de l'année 2017, il a été enregistré 17 feux de forêt qui ont englobés 8 ha de forêt, 7 ha de maquis, 40 ha de broussaille, 9 ha de blé sur pied, 266 bottes de foin et 387 arbres fruitiers. Pour le

mois de juillet dernier, il a été enregistré 23 feux de forêt qui ont détruit 9 ha de forêts, 8,5 ha de maquis, 34,5 ha de broussaille, 15,5 ha de blé sur pied, 8 bottes de foin et 967 arbres fruitiers. A la même période de l'année passée, 177 feux ont causé la perte de 899,5 ha de forêts, 574,5 ha de maquis, 1159 ha de broussaille, 23,5 ha de blé sur pied, 795 bottes de foin et 67 524 arbres fruitiers. «Il y a une prise de conscience du danger des feux chez la population qui a fait preuve de plus de vigilance après les grands feux vécus l'année dernière. De même que la campagne de sensibilisation lancée depuis le mois de mai dernier a porté ses fruits et sensibilisé un maximum

de gens», relève le lieutenant Hamidi Samir, communicateur par intérim de ce corps. En outre, et s'agissant de la saison estivale, il ressort du bilan de ce corps quelque 106 850 estivants enregistrés sur les plages de la wilaya, Tizirt et Azzefoun, durant le mois de juin dernier. Ses éléments d'intervention ont effectué 123 interventions ayant permis le sauvetage de 17 personnes de la noyade, de prodiguer des soins sur place à 94 personnes, d'évacuer 12 autres vers les hôpitaux de Tizirt et Azzefoun. Il a été également enregistré 151 accidents de la circulation, ayant causé la mort de 7 personnes et fait 182 blessés. Pour le mois de juillet, un total de 1 224 200 esti-

vants ont afflué vers les plages de la wilaya. Les éléments de la Protection civile ont effectué 572 interventions durant lesquelles 63 personnes ont été sauvées d'une noyade réelle, 452 soignées sur place et 53 évacuées vers les structures de santé. Selon le même bilan, deux décès ont été enregistrés au niveau des plages autorisées de Thassalassth, dans la commune de Tizirt et à Azzefoun, et 2 autres au niveau de deux plages sauvages interdites à la baignade dans la commune d'Azzefoun. S'agissant des accidents de la circulation, 215 accidents ont causé 5 décès et 259 blessés, toujours selon le même bilan.

F. K.

Tunisie

Un projet de loi sur l'héritage provoque une vive tension dans le pays

■ L'annonce faite lundi par le chef de l'Etat tunisien, Béji Caïd Essebsi, sur le dépôt d'un projet de loi accordant aux Tunisiennes les mêmes droits à l'héritage qu'aux hommes a provoqué de vives tensions dans le pays entre partisans et opposants à cette réforme recommandée par la Commission présidentielle des libertés individuelles et de l'égalité (Colibe).

Par Sara H.

Depuis le discours télévisé du président tunisien, lundi matin, au cours duquel il avait annoncé le dépôt d'un projet de loi faisant de «l'égalité entre homme et femme le principe par défaut lors de la répartition de l'héritage», plusieurs appels à la tenue de sit-in et de manifestations ont été initiés aussi bien par ceux qui soutiennent ou ceux qui dénoncent cette révision. Figurant parmi une série de propositions soulevées par la «Colibe», cette mesure demeure la plus débattue et critiquée, suscitant une vive polémique parmi les acteurs politiques et les animateurs de la société civile tunisienne. Lors de sa présentation, M. Caïd Essebsi a expliqué que l'ancienne loi qui s'appuyait sur le droit islamique sera «inversée», précisant que «l'égalité sera la règle» et «l'inégalité, une dérogation». «C'est mon devoir en tant que président de tous les Tunisiens, de rassembler et non de diviser», s'est-il défendu, ajoutant que le projet de loi en question prévoit de laisser la possibilité au testateur «soit d'appliquer la Constitution, soit de choisir la liberté». Face à la détermination du chef de l'Etat de faire aboutir ce projet de loi, des appels au rejet ont été lancés en Tunisie notamment parmi les militants des mouvements dits islamistes. Lundi, des milliers de Tunisiennes et Tunisiens ont manifesté à la place Bardo devant le Parlement tunisien, certains brandissant le Coran, aux cris de «avec notre sang, nous défendons l'islam». Les opposants à la réforme voulue par le chef de l'Etat ont justifié leur rejet par référence aux principes de l'Islam, exigeant qu'un homme hérite le double d'une femme même lorsqu'il s'agitait du même degré de parenté. Farouchement opposés à l'idée de l'égalité dans l'héritage, ces



opposants à ce projet de loi affirment ne pas lâcher prise et considèrent que «le Coran doit rester la référence de la loi tunisienne». Chez les défenseurs de la proposition de la «Colibe», il n'y a pas de raison pour ne pas défendre le principe d'égalité entre citoyens, du moment qu'il avait été consacré par la Constitution de 2014. Selon eux, ce principe égalitaire doit aujourd'hui se traduire dans toutes les lois du pays. A l'appel de nombreuses associations et partis politiques, les partisans de cette réforme ont observé, pour leur part, d'importantes manifestations lundi et mardi au centre de la capitale tunisienne. Des activistes et des représentants de plusieurs mouvements associatifs se sont rassemblés mardi devant le théâtre municipal de Tunis, scandant des slogans revendiquant «l'égalité totale» dans l'héritage et «le respect des droits et des libertés». Dans une déclaration à l'agence TAP, Raja Dahmani, membre de l'association tunisienne des femmes démocrates, a souligné que les manifestants réclament «la garantie de l'égalité totale

entre l'homme et la femme dans les droits et les libertés et n'ont pas pour objectif de diviser le peuple tunisien». Pour sa part, Radhia Jerbi, présidente de l'Union nationale de la femme tunisienne (UNFT), a relevé «l'importance de la garantie de l'égalité entre les citoyens et citoyennes pour la société tunisienne». Parallèlement aux rassemblements organisés à Tunis, des associations tunisiennes actives en France ont tenu, lundi soir à Paris, un rassemblement pour exprimer leur soutien aux propositions de la Commission présidentielle. Selon des observateurs de la scène politique tunisienne, le débat s'annonce houleux au Parlement qui devra examiner ce projet à la prochaine rentrée sociale, alors que la Tunisie s'apprête à organiser des élections législatives et présidentielles en 2019.

Les autorités démentent le départ de «terroristes» de son territoire vers l'Italie

Les autorités tunisiennes ont démenti mardi les accusations

d'un ministre italien selon lesquelles des migrants arrêtés en Tunisie, alors qu'ils tentaient de traverser la Méditerranée clandestinement pour l'Italie, étaient des «terroristes». Lundi, le ministère tunisien de l'Intérieur a annoncé l'arrestation d'une quinzaine de candidats à l'exil, en précisant que neuf d'entre eux étaient considérés par la police comme «terroristes». Dans un tweet mardi, le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, faisant état de l'arrestation de neuf «terroristes» tentant de se rendre en Italie, a commenté : «Voilà pour ceux qui disent "les terroristes n'arrivent pas sur les bateaux"». M. Salvini, également chef de file de l'extrême droite, avait au printemps qualifié de «délinquants» les migrants tunisiens ralliant illégalement l'Italie. Réagissant au tweet du ministre italien, le porte-parole de la Garde nationale tunisienne, Houssein Jebabli, a affirmé dans un entretien à la radio privée Mosaïque qu'«il n'y avait pas de projet terroriste contre l'Italie dans cette tentative de migration clandestine». «Ils voulaient fuir la Tunisie à la recherche d'une vie meilleure,

comme les autres migrants», a précisé M. Jebabli, ajoutant qu'il s'agissait d'hommes de 28 à 42 ans, dont aucun n'était soupçonné de lien avec des groupes terroristes. Un nombre croissant de Tunisiens en quête d'emploi et de perspectives d'avenir tentent de traverser la Méditerranée clandestinement en direction de l'Italie. Au premier semestre 2018, 2 659 candidats à la traversée clandestine ont été arrêtés, a indiqué M. Jebabli, contre 564 sur la même période l'année précédente. Cela a entraîné plusieurs naufrages meurtriers ces derniers mois – le dernier en date, le 3 juin, avait fait 87 morts. Le ministère tunisien de l'Intérieur a en revanche annoncé mardi l'arrestation, la semaine dernière à Sousse (centre), de deux jeunes soupçonnés d'avoir suivi des formations par Internet auprès de l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (El/Daech) en Libye et en Syrie, pour fabriquer des explosifs et mener une attaque au couteau, dans la perspective d'un attentat en Tunisie.

S. H./APS

Sahara occidental

WSRW dénonce un projet de construction d'une centrale éolienne à Dakhla

L'Observatoire des ressources naturelles du Sahara occidental (Western Sahara Resources Watch, WSRW) a dénoncé un projet de construction à Dakhla d'une centrale éolienne de 900 MW, annoncé par Soluna Blockchain, entreprise contrôlée par le fonds américain Brookstone Partners. WSRW s'est élevé contre les propos de John Belizaire, directeur exécutif de l'entreprise américaine, qui a fait part du projet lors d'une récente interview à l'agen-

ce Reuters, et a affirmé que la construction d'un parc éolien à Dakhla est une «atteinte aux droits du peuple sahraoui». Dans un communiqué, WSRW affirme que «le Maroc tente d'impliquer des entreprises étrangères, liant leurs intérêts aux siens pour légitimer son occupation du Sahara occidental». L'observatoire rappelle à Soluna Blockchain «la responsabilité sociétale des entreprises et le fait que les accords conclus entre Rabat et Washington excluent le territoire

du Sahara occidental». L'occasion pour l'ONG de donner l'exemple de l'accord de libre-échange et de rappeler le verdict de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). L'Observatoire sahraoui appelle en outre à l'annulation de l'accord conclu entre l'entreprise américaine et les autorités marocaines, en affirmant que la société «ne doit pas mener des activités contre la volonté du peuple sahraoui et sans son consentement ou celui du Front Polisario»,

représentant légitime et unique du peuple sahraoui. L'ONG appelle aussi «la communauté internationale, et à sa tête le Conseil de sécurité de l'ONU, à créer un mécanisme devant protéger les ressources du Sahara occidental de l'exploitation». A noter que le fonds américain Brookstone Partners, basé à New York, a annoncé, contre la volonté du Front Polisario, le développement de la première tranche d'un parc éolien à Dakhla, devant générer 900

mégawatts d'énergie verte. Un parc couplé à un centre de données pour serveurs blockchain fortement liés à la crypto-monnaie Bitcoin. Selon les précisions apportées par John Belizaire, le projet sera implanté à Dakhla. Le site d'implantation du parc éolien s'étend sur environ 15 000 hectares. La centrale hors réseau pourra être ultérieurement connectée au réseau électrique marocain.

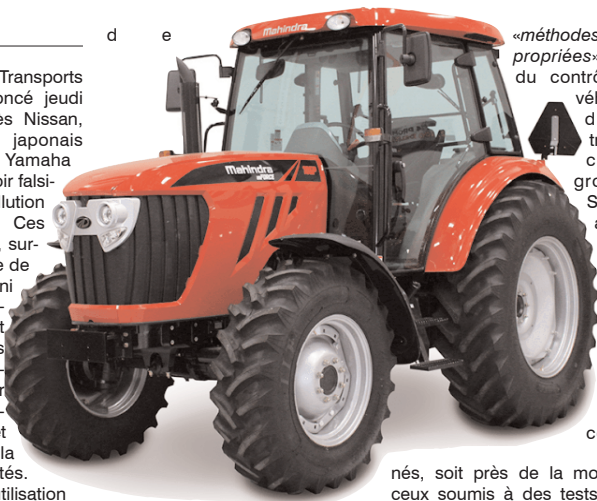
Farid M./Agences

Industrie automobile

Suzuki et Mazda avouent des falsifications de contrôles de pollution

Par Ali Zidane

Le ministère des Transports japonais a annoncé jeudi qu'un mois après Nissan, les constructeurs japonais Suzuki, Mazda et Yamaha Motor ont reconnu avoir falsifié les contrôles de pollution de certains véhicules. Ces nouvelles irrégularités, survenant après une série de scandales qui ont terni la réputation de l'industrie nipponne, ont été découvertes après le lancement d'enquêtes internes par chacun des 23 fabricants d'automobiles et de deux-roues à la demande des autorités. Est alors apparue l'utilisation



«méthodes inappropriées» lors du contrôle de véhicules dans les trois de ces groupes. Suzuki a fait état de 6 401 véhicules

concer-

nés, soit près de la moitié de ceux soumis à des tests, entre

2012 et 2018. Le constructeur avait déjà été mis sur la sellette il y a deux ans, avouant avoir mesuré de manière non réglementaire les performances de ses véhicules. Dans le cas de Mazda et de Yamaha Motor, les falsifications sont plus mineures : elles portent sur 3,8% de l'échantillon testé dans le premier cas, 2,1% dans le second.

Le ministère a promis de «prendre si nécessaire des mesures sévères» après l'examen des rapports rendus par les compagnies. Parmi les 20 compagnies restantes, la plupart

n'ont pas constaté d'irrégularités, tandis que plusieurs autres n'ont pas encore rendu leur copie. Début juillet, Nissan, partenaire du français Renault et du japonais Mitsubishi Motors, avait admis ne pas avoir effectué correctement les mesures des performances d'émission de gaz d'échappement et des tests d'économie de carburant de certaines de ses voitures.

Quelques mois plus tôt, il avait été touché par un autre scandale : il avait dû rappeler plus d'un million de véhicules neufs fabriqués et commercial-

Montage de tracteurs Mahindra

L'unité algéro-indienne fin prête pour l'exploitation

L'unité algéro-indienne Mahindra de montage de tracteurs agricoles réalisée à Tizi-Ouzou (zone industrielle de Oued Aissi) est fin prête pour entrer en production, a indiqué hier à l'APS son P-DG, Lahlou Azouaou. Selon M. Azouaou, «il ne manque que l'autorisation des autorités compétentes pour l'importation de la matière première» pour l'entrée en exploitation de cette usine dotée d'une capacité de production de 3 000 tracteurs/an et qui dispose d'une chaîne de fabrication de matériels d'accompagnement d'une capacité de 2 700 uni-

tés/an. Afin de s'assurer que tout est prêt pour l'entrée en production de cette unité, dont le coût de réalisation dépasse les 2,5 milliards de dinars, un représentant du partenaire indien, le responsable régional des opérations de développement des relations en Afrique du Nord, Bobby Salwan, s'est rendu hier à Tizi-Ouzou, où il s'est entretenu avec son homologue algérien, Lahlou Azouaou. Ces deux partenaires ont été reçus par le président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Youcef Aouchiche. Ils ont rappelé l'importance de cette

usine qui prévoit de créer 220 postes d'emploi directs en début d'activité pour dépasser les 500 en plein activité, ainsi que plus de 1 000 autres postes d'emploi indirects qui seront créés par la mise en place de réseaux de distribution dans différentes wilayas. M. Aouchiche a, pour sa part, rappelé que l'APW accorde une importance particulière aux investissements créateurs de richesses et d'emplois dans la wilaya, en accompagnant les opérateurs économiques dans leur démarche pour la concrétisation de leurs projets. «L'unité de montage de tracteurs, réalisée à Oued Aissi, est un investissement qui constitue une grande valeur ajoutée en termes de création de richesse et d'emplois, d'où l'importance de son entrée en exploitation dans les meilleurs délais», a indiqué à l'APS l'édile. Joint par téléphone, le directeur local de l'industrie et des mines, Djouadi Hamid, a assuré que sa direction «suit de très près ce dossier qui est pris en charge au niveau du ministère de tutelle».

Pour un risque d'incendie BMW va rappeler 324 000 véhicules diesel en Europe



COUP dur pour BMW. Le constructeur allemand a annoncé qu'il allait rappeler de nombreux véhicules diesel en Europe à cause d'un dysfonctionnement du système EGR qui «peut, dans de rares cas, provoquer des incendies». Les BMW Série 3, Série 4, Série 5, Série 6, Série 7, X3, X4, X5 et X6 dotées d'un moteur quatre cylindres diesel et produites entre avril 2015 et septembre 2016 sont concernées, tout comme les mêmes modèles équipés d'un six cylindres diesel et assemblés entre juillet 2012 et juin 2015.

En tout, 323 700 véhicules seraient impactés selon la presse allemande, dont environ

96 300 outre-Rhin. Le système EGR sera contrôlé et les composants défectueux sur les véhicules potentiellement concernés seront remplacés, assure de son côté le constructeur.

BMW a récemment rappelé quelque 100 000 véhicules pour le même problème en Corée du Sud, où au moins 28 voitures ont pris feu cette année. Le pays du Matin calme a lui annoncé, début août, l'ouverture d'une enquête à l'encontre du constructeur car ce dernier pourrait avoir tardé à procéder à ce rappel. Depuis, BMW a présenté ses excuses aux victimes des incidents.

Skoda Fabia restylée Début de production

LA SKODA Fabia restylée, présentée au salon de Genève 2018, vient d'entrer en production dans l'usine de Mladá Boleslav, ville où siège le constructeur tchèque du groupe Volkswagen.



Esthétiquement, les changements sont minimes, avec principalement une calandre et des feux légèrement redessinés. La citadine polyvalente peut désormais être équipée de LED aux quatre coins et de projecteurs adaptatifs.

D'avantage d'aides à la conduite

Skoda revient sur plusieurs nouveautés apportées à la Fabia en la mettant en scène. De série ou en option suivant les versions, l'auto reçoit surveillance d'angle mort, alerte de trafic perpendiculaire arrière et nouveaux petits objets pratiques disséminés ici et là. La Fabia restylée n'est plus proposée qu'en essence. Tous ses moteurs sont équipés d'un filtre à particules.

La Skoda Fabia nouvelle génération n'aura pas droit à une motorisation diesel. Pour l'occasion, les trois-cylindres 1,0 litre MPI (atmosphérique) de 60 ch ou 75 ch et TSI (turbo) de 95 ch ou 110 ch passent aux normes Euro 6 c. Pour cela, ils se voient équipés d'un filtre à particules et d'une injection à la pression augmentée.

Si le groupe Volkswagen dispose d'une toute nouvelle plateforme pour ses citadines depuis la sortie de la Volkswagen Polo et de la Seat Ibiza, cette Skoda Fabia restylée n'y aura pas droit. Elle ne se contente, en effet, que d'une face avant très légèrement retouchée et d'optiques arrière un peu plus volumineuses sur la berline. Quant au break, il faudra être un grand spécialiste de la marque pour noter une quelconque différence, tant les évolutions sont subtiles.

RENAULT TRUCKS

Ouverture nocturne du SAV Rouiba

RÉSEAU Poids Lourds (RPL), distributeur de Renault Trucks Algérie met en place des horaires nocturnes au niveau de son atelier de service après-vente à Rouiba, à compter du 12 août 2018. La priorité de Renault Trucks est la satisfaction de ses clients. C'est dans cette continuité que RPL Rouiba, distributeur de Renault Trucks Algérie, met en place des horaires plus flexibles et ouvre dorénavant en nocturne son atelier de service après-vente pour répondre aux besoins des clients, améliorer la proximité avec ceux-ci et ainsi proposer une qualité d'accueil optimale, d'écoute et de conseil.

A compter du 12 août 2018, les horaires d'ouvertures sont les suivants :

- Du dimanche au jeudi, de 08h00 à 23h00
- Le samedi, de 08h00 à 16h30

Renault Trucks Algérie, à l'instar de son distributeur RPL, offre à ses clients un service de premier choix avec des techniciens confirmés, formés aux produits et aux outils Renault Trucks assurant ainsi aux véhicules des clients un temps d'exploitation et une longévité optimum.

PARCE QUE
VOTRE
TEMPS
EST
PRÉCIEUX

RPL

RPL ouvre en nocturne son service après-vente à Rouiba

Du dimanche au jeudi, de 08h00 à 23h00

Le samedi, de 08h00 à 16h30

Pour plus de renseignements contactez le :

021 87 36 76 / 0242 07 88 44

www.rpl.dz

www



Proche-Orient

Israël rouvre un passage vital vers Ghaza après des semaines de tensions

■ Israël a rouvert hier un point de passage vital pour les marchandises vers Ghaza, signe d'apaisement au moins provisoire après des mois de tensions, coïncidant avec les efforts diplomatiques en cours pour empêcher une nouvelle guerre dans l'enclave palestinienne sous blocus.

Par Rosa C.

Des dizaines de camions se pressent à nouveau au terminal de Kerem Shalom (Karm Abou Salem en arabe), seul point de passage pour les biens entre Israël et la bande de Ghaza, territoire où deux millions de personnes se débattent avec le blocus israélien et égyptien, la pauvreté et les pénuries. Ces camions ont délivré les marchandises essentielles à la survie économique de l'enclave, mais aussi le carburant indispensable pour faire fonctionner les générateurs des hôpitaux ou des installations d'assainissement confrontés aux privations d'électricité. Israël avait fermé ce cordon vital le 9 juillet à tout autre transit qu'*«humanitaire»* (aliments, médicaments, équipements médicaux) en représailles aux actes hostiles en provenance de Ghaza, notamment l'envoi de cerfs-volants incendiaires qui ont mis le feu à des milliers d'hectares de terres israéliennes. Le 17 juillet, il avait aussi suspendu les livraisons de combustible et de gaz. La bande de Ghaza n'a d'autre frontière qu'avec l'Égypte. Elle est restée fermée quasiment en permanence

depuis des années. Même si elle a rouvert récemment, le volume de marchandises souffre de la comparaison avec Kerem Shalom. Or les abords de la barrière séparant la bande de Ghaza du territoire israélien sont le théâtre depuis le 30 mars de violences qui font craindre une quatrième guerre depuis 2008. Le secteur a vécu depuis au rythme des manifestations palestiniennes contre le blocus et des heurts avec les soldats israéliens postés aux abords de la bande de Ghaza. Depuis juillet, l'enclave palestinienne et ses pourtours israéliens ont connu trois flambées de violences, la dernière en date la semaine dernière, l'une des plus graves confrontations depuis la guerre de 2014 entre Israël et les groupes armés de la bande de Ghaza, que dirige le Hamas sans partage. Jeudi dernier, l'aviation israélienne a encoré riposté à un barrage de tirs de roquettes et d'obus de mortier en frappant plus de 150 sites militaires du Hamas. Au moins 169 Gazaouis ont été tués par des tirs israéliens depuis le 30 mars. Pour la première fois depuis 2014, un soldat israélien a été tué, le 20 juillet. Une fragile trêve a été instaurée jeudi soir par l'entremise de l'Égypte et de



l'ONU, selon une source proche des négociations. Tout en brandant les muscles, le Hamas et le gouvernement de droite de Benjamin Netanyahu se sont cependant employés à éviter une nouvelle guerre. Après le sévère accès de fièvre de jeudi et de nouveaux heurts vendredi, *«les quatre derniers jours ont été les plus calmes sur la frontière de Ghaza depuis le 30 mars»*, a dit le

ministre israélien de la Défense, Avigdor Lieberman, pour justifier la réouverture de Kerem Shalom. Mais *«si le Hamas recourt à nouveau à la violence, nous riposterons immédiatement et de manière bien plus vigoureuse qu'auparavant»*, a-t-il prévenu. Outre la réouverture de Kerem Shalom, Israël a décidé de ramener à neuf milles nautiques la zone de pêche au large des côtes gha-

zaouies en Méditerranée. Cette zone avait été réduite en représailles. Sur le plan diplomatique, l'ONU et l'Égypte poursuivent leurs bons offices pour éloigner les uns et les autres de ce que l'envoyé spécial onusien Nickolay Mladenov a appelé *«le bord du gouffre»* et œuvrer à un cessez-le-feu durable. Les représentants du Hamas et de différents groupes ghazaouis ont été appelés au Caire à cette fin ces jours derniers, dit une source du mouvement islamiste. L'issue de cette entreprise reste incertaine, compte tenu des exigences des deux camps et de leurs contraintes respectives. Un écueil de taille consiste dans le rôle qui serait imparti à l'Autorité palestinienne, internationalement reconnue à la différence du Hamas mais évacuée de Ghaza, et donc dans la réconciliation entre frères ennemis palestiniens. Du côté israélien, alors qu'un parfum d'élections anticipées flotte dans l'air, l'un des poids lourds du gouvernement, le ministre nationaliste religieux Naftali Bennett, a attaqué ouvertement le ministre de la Défense et s'est opposé frontalement à un accord avec le Hamas. **R. C.**

Turquie

Hausse des tarifs douaniers contre les Etats-Unis

La Turquie a fortement augmenté hier les tarifs douaniers de plusieurs produits américains, poursuivant son bras de fer avec les Etats-Unis qui a mis la livre turque au supplice ces derniers jours. Parmi les produits visés par cette forte hausse figurent les véhicules de tourisme, dont les tarifs douaniers s'élèvent désormais à 120%, certaines boissons alcoolisées (140%), le tabac (60%) ou encore le riz et certains produits cosmétiques. Cette décision, annoncée dans un décret signé par le président Recep Tayyip Erdogan, survient alors que Washington et Ankara traversent une crise diplomatique ayant conduit ces deux alliés au sein de l'Otan à s'imposer des sanctions réciproques en août. Le vice-président turc Fuat Oktay a précisé mercredi que la hausse des tarifs douaniers était un acte de *«représailles»* contre les *«attaques délibérées de l'administration américaine contre l'économie turque»*. Le président américain Donald Trump avait notamment annoncé la semaine dernière le doublement des tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium turcs. Ces tensions ont précipité l'effondrement de la livre turque vendredi, jour où cette devise a perdu 16% contre le dollar. Depuis le début de l'année, la valeur de la livre a fondu de plus de 40% face au billet vert et à l'euro. Depuis mardi, cependant, la livre semble s'être stabilisée sous l'effet principalement de mesures de la banque

centrale d'Ankara qui a annoncé un apport de liquidités. Hier, la livre continuait ainsi de reprendre des couleurs face au dollar, sans toutefois effacer la chute de ces derniers jours. Le devise turque progressait de 3,4% face au billet vert à 10h00 GMT. La hausse des tarifs douaniers pour les produits américains survient au lendemain d'un spectaculaire appel de M. Erdogan à boycotter les appareils électroniques manufacturés par les Etats-Unis, comme ceux de la marque Apple. Les turbulences entre la Turquie et les Etats-Unis se sont renforcées au cours des derniers mois avant de virer à l'orage en juillet à cause de la détention en Turquie du pasteur américain Andrew Brunson. Ce dernier est accusé par Ankara d'espionnage et d'activités *«terroristes»*, ce qu'il nie en bloc. Après plus d'un an et demi d'incarcération, il a été placé en juillet en résidence surveillée. Un tribunal turc a rejeté mercredi un recours du pasteur demandant la levée de son assignation à résidence, mais son avocat a indiqué à l'AFP qu'une autre cour allait étudier sa requête. La Maison-Blanche a fait savoir mardi que M. Trump ressentait *«beaucoup de frustration du fait que le pasteur ne soit pas libéré»*. Si la Turquie joue la fermeté avec les Etats-Unis, elle semble soucieuse de ménager ses autres partenaires et alliés. Le président turc, qui s'est entretenu vendredi avec son homologue russe Vladimir Poutine, a reçu hier à

Ankara l'émir du riche Qatar, cheikh Tamim ben Hamad al-Thani. Signe que la crise avec Washington pourrait également encourager Ankara à renouer avec l'Europe, M. Erdogan devait, selon son porte-parole, s'entretenir hier avec la chancelière allemande Angela Merkel, puis le lendemain avec le président français Emmanuel Macron. Par ailleurs, un tribunal turc a libéré de façon inattendue mardi soir deux soldats grecs arrêtés en mars et dont la détention a fortement tendu les rapports entre Ankara et Athènes. Si les tensions avec Washington ont fait souffrir la livre, les marchés s'inquiètent aussi de plus en plus de la mainmise de M. Erdogan sur l'économie, notamment depuis sa réélection en juin. Les économistes s'inquiètent du refus de la banque centrale de redresser ses taux malgré une forte inflation (près de 16% en juillet) et la chute de la monnaie turque. M. Erdogan s'oppose fermement à une telle mesure. Le ministre des Finances, Berat Albayrak, par ailleurs gendre de M. Erdogan, doit s'entretenir avec plusieurs centaines d'investisseurs étrangers jeudi par téléconférence. Les initiatives de la banque centrale pour soutenir la livre *«ont commencé à porter leurs fruits»*, s'est réjoui hier le porte-parole de M. Erdogan, Ibrahim Kalin. *«Nous nous attendons à ce que la situation continue de s'améliorer»*.



Points chauds

Investive

Par Fouzia Mahmoudi

Les deux plus grandes forces armées de l'Otan continuent à se déchirer et chaque jour apporte son nouveau lot de menaces et provocations de part et d'autre. Et si jusqu'à aujourd'hui personne n'avait jugé utile ou judicieux de se mêler de ce contentieux, un allié d'Ankara, l'émir du Qatar, est parti en Turquie hier pour rencontrer son allié le président Recep Tayyip Erdogan, signe du soutien de Doha à Ankara, qui fait face à de sérieuses difficultés financières en pleine crise diplomatique avec Washington. L'émir *«discutera avec le président turc des relations bilatérales et des moyens de renforcer la coopération stratégique entre les deux pays dans divers domaines»*, a indiqué l'agence officielle du Qatar (QNA). Le Qatar s'est considérablement rapproché de la Turquie depuis le début d'une crise diplomatique qui l'oppose à l'Arabie saoudite et d'autres pays arabes. Doha entretient aussi des relations étroites avec les Etats-Unis. Le Qatar dispose de 20 milliards de dollars d'investissements en Turquie, selon des chiffres officiels du mois dernier, et Ankara est maintenant l'un des principaux exportateurs vers l'Emirat. Ces derniers jours, des partisans de la Turquie au Qatar ont lancé une campagne pour convertir leurs riyals qatars en livres afin de soutenir la monnaie turque. De nombreux investisseurs du Qatar pourraient être menacés par une crise économique en Turquie. Soulignant les liens entre les deux pays, Cheikh Tamim avait été le premier dirigeant étranger à téléphoner au président Erdogan pendant le coup d'Etat avorté en Turquie en 2016. Et la Turquie a apporté un fort soutien au Qatar en 2017 quand ce petit mais riche émirat gazier a été soumis à un boycott de la part des Saoudiens et de ses alliés, qui lui reprochent ses liens avec des groupes islamistes dont la confrérie des Frères musulmans et de ne pas prendre assez de distance avec l'Iran. Reste à voir si d'autres pays voudront faire entendre leur voix dans la crise qui oppose Ankara à Washington, mais les Européens qui ont eu maille à partir avec Trump et qui ont des rapports de plus en plus tendus avec Erdogan, pourraient rester neutres, attendant de voir lequel des deux présidents ira le plus loin.



Ligue des champions d'Afrique/ESS-TP Mazembé

L'Aigle Noir pour se relancer

■ L'Entente de Sétif dispute demain soir un match très important pour le compte de la 5^e journée face aux Congolais du TP Mazembé au stade du 8-Mai-1945 de Sétif.

Par Mahfoud M.

Les gars des Hauts-Plateaux qui avaient mal débuté la compétition africaine se sont quelque peu repris avec un nul à l'extérieur de leur base face aux Marocains d'El Djadida et ne souhaitent pas s'arrêter là. Les poulains de Rachid Taouessi savent ce qui leur faut maintenant pour espérer rester dans la course à la qualification au dernier carré de la plus prestigieuse des compétitions africaines. Défaits au match aller à Lubumbashi, les Sétifiens souhaitent prendre leur revanche et réaliser un succès qui leur permettrait de se relancer dans la course à la qualification en demi-finale. Le coach de l'Entente ne



PH. > D. R.

devrait pas effectuer de gros changements par rapport au dernier match de championnat disputé et remporté face à l'USM Bel-Abbès sur le score de (3/1). Ce résultat a d'ailleurs remonté le moral de la troupe qui se trouve dans une meilleure situation que l'année dernière où l'équipe collectionnait les contre-perfor-

mances. Les coéquipiers de Ghecha, auteur d'un des buts de l'ESS lors du match aller face à El Djadida, se donneront à fond pour confirmer à domicile et battre cette équipe du TP Mazembé. Cette dernière ne se présentera pas, pour autant, en victime expiatoire, elle qui reste encore l'une des meilleures

équipes du moment, si ce n'est la meilleure. Les Congolais ont bien préparé ce rendez-vous en restant dix jours en Algérie où ils ont effectué une tournée à l'Ouest du pays, disputant des matchs amicaux respectivement face au MCO, l'USMB et l'OM Arzew. Les «Corbeaux» sont conscients de la difficulté de la

tâche et c'est pour cela qu'ils ont pris au sérieux ce match pour renforcer leur position de leader du groupe B en tentant de surprendre l'Entente chez elle. Le TP Mazembé reste redoutable même à l'extérieur de ses bases, et les Sétifiens sont appelés à plus de vigilance.

M. M.

Ligue I Mobilis (2^e journée)

Le derby kabyle à l'honneur

La deuxième journée de Ligue I Mobilis, amputée de trois matches en raison de la participation de trois clubs aux compétitions africaines, sera surtout caractérisée par le derby kabyle qui opposera le MO Béjaïa à la JS Kabylie. Les deux formations attachent une grande importance à cette rencontre et souhaitent ainsi en sortir vainqueur. Auteur d'un parfait début avec un succès hors

de ces bases face à l'O Médéa, les gars de la Vallée de la Soummam chercheront la confirmation lors de ce match et se donneront à fond pour récolter les trois points. Les poulains du Français Alain Michel savent ce qui les attend et se donneront à fond pour réussir leur objectif. De son côté, la JS Kabylie qui avait été tenue en échec lors de la première journée par la JS Saoura,

souhaite se reprendre et ramener le meilleur résultat possible. Les Canaris savent, néanmoins, ce qui les attend et que la mission ne sera pas de tout repos face à une équipe qui ne veut pas laisser filer des points à domicile. Le champion sortant, le CS Constantine, qui avait été contraint au nul face au NAHD la semaine dernière, souhaite se ressaisir à l'occasion de cette sortie et ce derby de l'Est

face au CA Bordj Bou-Arréridj, auteur d'un nul flatteur à Oran devant le Mouloudia local. Les «Criquets Jaunes» ne laisseront pas passer cette occasion de recevoir chez eux et devant leur public pour réussir cette première sortie à domicile. De son côté, la JS Saoura reçoit dans son antre du stade du 20-Août de Béchar la formation du MC Oran, avec la ferme intention de remporter les

trois points qui lui permettront de consolider sa position et montrer ses intentions pour jouer encore une fois les premiers rôles cette saison encore après avoir réussi à décrocher la deuxième place la saison dernière. Les coéquipiers de Djallit sont décidés à jeter toutes leurs forces dans la bataille pour l'emporter à domicile. Toutefois, ils devront faire très attention face aux Hamraouas qui ne viendront pas en touristes et souhaitent rattraper le retard de la semaine dernière lorsqu'ils ont été tenus en échec par le CABBA.

Raouf M.

CAN-2018/Para-powerlifting

La qualification aux Paralympiques-2020 passe par Alger

Le Championnat d'Afrique de para-powerlifting (haltérophilie pour handicapés), organisé par l'Algérie du 10 au 12 août, est une «étape obligatoire» pour la qualification aux Jeux paralympiques de Tokyo en 2020, a indiqué le délégué technique de la World para-powerlifting (WPP), le Libyen Fathi Ali Lashehab. «Les athlètes de para-powerlifting qui ne participent pas aux championnats de leurs continents ne pourront pas prétendre à une qualification aux prochains Jeux paralympiques (JP) et le rendez-vous d'Alger en fait partie», a expliqué Lashehab. Selon ce dernier, des exceptions peuvent toutefois être faites à des athlètes dont le cas sera étudié par la suite par le bureau exécutif de la WPP. Juste après la dernière édition des JP de Rio-2016, le Comité international paralympique (IPC) avait élaboré des critères et un itinéraire de qualification aux JP de Tokyo-2020 pour toutes les disciplines inscrites au programme final. Pour ce qui est du para-powerlif-

ting, tous les athlètes étaient tenus de prendre part au Championnat du monde de la discipline au Mexique en 2017, première compétition post-Rio. En 2018, chaque athlète devra enchaîner avec une participation obligatoire au championnat de son continent, avant de conclure

son parcours avec le Championnat du monde-2019 au Kazakhstan. «Une fois ces compétitions terminées, le classement final des athlètes sera arrêté en février 2019 et les qualifiés par quota – environ 120 dans les deux sexes – seront connus et désignés pour prendre part au tournoi

de para-powerlifting à Tokyo», a expliqué le délégué technique de la WPP, d'où l'importance de la compétition africaine que l'Algérie a organisée. Le rendez-vous d'Alger, le second continental après le Championnat d'Europe Open à Berck-Sur-Mer (France) en mai dernier, a drainé un total de 86 athlètes de 15 pays, en l'occurrence l'Algérie, Égypte, Nigéria, Cameroun, Libye, Côte d'Ivoire, Maroc, Mali, Ouganda, Gambie, Tunisie, Bénin, Togo, Sierra Leone et Libéria. «Ce Championnat d'Afrique a connu une participation très acceptable, avec de grands noms du para-powerlifting mondial, à l'image des Égyptiens Sherif Osman, Gihan Abdelaziz, Mahmoud Attia et Randa Mahmoud et des Nigériens Lucy Ejike, Loveline Obiji et Paul Kehinde, ce qui a contribué à donner un cachet particulier au tournoi avec, à la clé, plusieurs records d'Afrique pulvérisés», s'est réjoui Lashehab.

Ligue II (2^e journée)/match avancé Chaud derby de la «Hodna»

UN MATCH avancé de la Ligue II Mobilis aura lieu demain vendredi et mettra aux prises le nouveau promu, le NC Magra à l'A Boussaâda. Il faut savoir qu'il s'agit là d'un derby qui opposera deux équipes de la même région, à savoir le «Hodna». Auteur d'un résultat probant lors du premier match face à l'USM El Harrach, nul (0/0), le NCM tentera de l'emporter chez lui et fera tout pour bien débuter la saison à domicile devant ses fans. Toutefois, ce ne sera pas facile face à une

redoutable formation de l'A Boussaâda qui fera ce court déplacement avec la ferme ambition de réaliser un résultat satisfaisant.

Les Boussaâdis, plus expérimentés, se présenteront avec une forte détermination, sachant qu'ils souhaitent jouer l'accession cette saison et tenter de déjouer les pronostics, même si cela n'est pas facile devant l'envie de nombreuses formations de décrocher le billet de la montée en Ligue I.

R. S.

Ligue 1 (1^{re} journée - match décalé) L'USMA défait le DRBT

L'USM ALGER s'est imposée devant le DRB Tadjenanet 3 à 1 (mi-temps : 0-1), mardi soir au stade Omar-Hamadi de Bologhine (Alger) en clôture de la 1^{re} journée du Championnat d'Algérie de Ligue 1 de football. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Abderrahmane Meziane (48'), Prince Ibara (71') et Zakaria Benchaâ (83') pour les locaux ainsi que Hamza Demane (9') pour le Difaâ.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Algérie Télécom

Des appels gratuits du fixe durant l'Aïd El Adha



Appels du fixe vers le fixe

A L'OCCASION de l'Aïd El Adha, Algérie Télécom présente ses meilleurs vœux de bonheur et de prospérité à tout le peuple algérien et invite ses clients à profiter des appels gratuits du fixe vers le fixe durant les deux jours de l'Aïd, le 21 et 22 août 2018. «Fidèle à la satisfaction de ses clients, Algérie Télécom s'engage à assurer le meilleur de ses services, durant le deuxième jour de l'Aïd El Adha, et ce, en mobilisant des brigades commerciales et techniques afin de garantir la continuité du service, la relève des dérangements et la maintenance du réseau tout au long de cette journée sacrée». Dans un communiqué de presse, Algérie Télécom informe sa clientèle de la disponibilité des services à travers ses principales

agences commerciales qui seront ouvertes de 10h à 15h durant le 2^e jour de l'Aïd El Adha, sur tout le territoire national, à savoir les agences de l'Hussein Dey, Bordj el Bahri, Bab Ezzouar, Aissat Idir, Ben M'hidi, Bir Mourad Rais, Chéraga, Bab el Oued et Zeralda.

Comme il est prévu le maintien du service au niveau des agences situées dans les chefs-lieux de wilaya.

Pour plus d'informations, Algérie Télécom vous invite à visiter le site web: www.algerietelecom.dz, ou à prendre contact avec nos web conseillers sur la page Facebook d'Algérie Télécom: www.facebook.com/algerietelecomgroupe/

Lutte contre la contrebande

20 tonnes de ciment et 7 tonnes de denrées alimentaires saisies

DES DÉTACHEMENTS de l'Armée nationale populaire (ANP) ont saisi, mardi à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, 20 tonnes de ciment, 7 tonnes de denrées alimentaires et 400 litres de carburant destinés à la contrebande, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire, ont saisi, le 14 août 2018, lors d'opérations distinctes menées à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, un camion, un véhicule tout-terrain, vingt tonnes de ciment, sept tonnes de denrées alimentaires et 400 litres de carburant destinés à la contrebande, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi 1 979 comprimés psychotropes à Ghardaïa», précise-t-on de même source. Par ailleurs, des gardes-côtes «ont intercepté, à Annaba et Skikda, neuf plongeurs sans autorisation et ont saisi des moyens de plongée et 2 fusils de pêche sous-marine», alors que «17 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Annaba, Laghouat et Tiemcen», ajoute le communiqué. A. S.

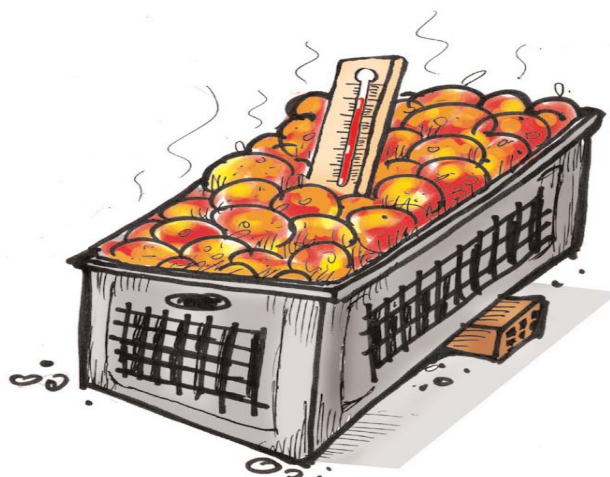
Niger

L'Algérie octroie une aide humanitaire d'urgence

LE GOUVERNEMENT algérien a décidé d'octroyer une aide humanitaire d'urgence de trente tonnes à la République du Niger, composée essentiellement de produits alimentaires et de médicaments, indique hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères. «Cette nouvelle aide humanitaire que l'Algérie accorde au Niger, destinée à la ville d'Agadez qui enre-

gistre une arrivée massive de migrants, s'inscrit dans le cadre de sa politique de solidarité et de bon voisinage envers le peuple nigérien frère et constitue une contribution aux efforts des autorités de la ville pour faire face aux difficultés générées par la situation migratoire», précise le communiqué. H. Z.

c'est la flambée



Loumis

Djalou@hotmail.com

Structures sanitaires à Médéa

132 paramédicaux en renfort

■ Pas moins de cent trente-deux paramédicaux sont venus renforcer récemment le personnel médical affecté au niveau des différentes structures sanitaires de la wilaya de Médéa, a-t-on appris hier auprès de la direction de la santé.

Par Hakim S.

Ce renfort porte à quatre cent dix sept le nombre global d'agent paramédicaux et aides soignants qui ont rejoint, depuis le mois d'avril dernier, les établissements hospitaliers et structures sanitaires de proximité disséminés à travers la wilaya, a-t-on indiqué. Pour rappel, la précédente promotion, sortie de l'Institut national supérieur de

formation paramédicale de Médéa fin mars, était composée de 285 paramédicaux qui sont opérationnels depuis au niveau des structures sanitaires de la région. Le problème de manque d'encadrement en personnel paramédical, rencontré auparavant dans certains structures sanitaires situées en zones rurales ou qui ont intégré de nouveaux services médicaux, est «en passe d'être réglé progressivement», a-t-on signalé.

Plusieurs salles de soins ouvertes durant l'année 2018 dans de nombreuses zones enclavées de la wilaya après des années de fermetures ont bénéficié, à la faveur de ce renfort, d'agents paramédicaux et aides soignants pour assurer le fonctionnement de ces structures sanitaires et garantir des prestations de base au profit des habitants de ces zones, a-t-on fait observer.

H. S.

Accidents de la route

7 morts et 16 blessés ces dernières 24 heures



Sept personnes ont trouvé la mort et 16 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, indique hier un bilan des services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Béjaïa, où 3 personnes sont décédées et 11 autres ont été blessées dans 2 accidents de la circulation, précise-t-on de même source. Par ailleurs, des plongeurs de la Protection civile

de la wilaya de Skikda sont intervenus pour repêcher les corps d'un adolescent et d'un enfant âgés, respectivement, de 16 ans et 11 ans, décédés noyés dans un bassin au lieu-dit Boubalouta, commune d'Oum el Toub. Concernant les incendies, 1 347 ha de couvert végétal (forêts, maquis et broussailles) ont été ravagés par les flammes durant la période allant du 1^{er} juin au 12 août. Pour ce qui est des récoltes, 3 502 ha de blé, 659 ha d'orge, 33 631 arbres fruitiers et

3 014 palmiers ont été également la proie des flammes au cours de la période considérée.

Les services de la Protection civile relève, à ce sujet, une baisse «nette» du nombre d'incendies et des surfaces ravagées par les feux par rapport à l'année écoulée, grâce à «la mobilisation de moyens humains et matériels importants, dont 27 colonnes mobiles appuyées par l'unité aérienne pour faire face aux différents départs de feu».

R. C.